

Tribune

GRANDE CONSO

à retrouver sur www.olivier-dauvers.a3w.fr

VOUS ÊTES **7172**
CADRES DE LA GRANDE CONSO
À RECEVOIR "TGC"

N° 68 AOÛT 2009
TGC - Editions DAUVERS
21, rue de la Poterie - 35200 RENNES
02.99.50.18.90 odaivers@wanadoo.fr

LE BLOGNOTES DU 28 AOÛT

Paysans-distributeurs : l'État si coupable...

LES FAITS. L'Observatoire des prix et des marges consacré à la filière laitière, a été publié pendant l'été et ce, dans une relative discrétion. Il nuance grandement les accusations du syndicalisme agricole et de la puissance publique, lancées en pleine crise laitière, en juin dernier.

C'était la condition de sortie de crise sur laquelle Michel Barnier, alors Ministre de l'Agriculture, avait « topé » avec Jean-Michel Lemétayer, le patron de la FNSEA : faire la lumière sur les marges dans la filière laitière. Et... la lumière fût fin juillet, sous la forme d'un observatoire des prix et des marges, tout ce qu'il y a de plus officiel (c'est France AgriMer, l'établissement national des produits de l'agriculture et de la mer qui s'y est collé). Le tandem Barnier-Lemétayer l'avait promis : on allait voir ce qu'on allait voir. Malheureusement pas grand chose. Et parfois même l'inverse des conclusions escomptées (pourtant « vendues » à la base pour convaincre de lever les barrières). Sur la très emblématique brique de lait demi-écrémé, la marge de la distribu-

Au nom de la « transparence », c'était le document le plus attendu de l'été. Raté. La montagne a accouché d'une souris. La seule conclusion à en tirer ? Que la responsabilité des maux agricoles n'est pas dans l'Observatoire. Mais ailleurs... Dans la non-transparence des conditions de production entre

OBSERVATOIRE DES PRIX ET DES MARGES FILIERE LAITIERE	
Décomposition du prix de détail du lait UHT	2
Décomposition du prix de détail des yaourts nature	7
Décomposition du prix de détail du beurre	10
Décomposition du prix de détail du fromage	17
Récapitulatif - décomposition des prix de détail	22
Décomposition du prix de certains produits industriels	23
Quelques éléments des comptes de résultat de la distribution	26

Annexes :
Pour une bonne interprétation des données, le lecteur de la note méthodologique jointe à ce document est indispensable.

tion s'est en effet contractée au fil des ans : environ 25/26 % en 2005, moins de 15 % en 2008/2009. Pas question de faire pleurer dans les chaumières évidemment : la distribution n'est pas mourante. Loin s'en faut ! Mais de là à en faire le parfait coupable des maux agricoles, il y a un gouffre, à en juger par les conclusions de l'Observatoire.

L'escroquerie intellectuelle d'un Ministre peu inspiré

Le coupable est pourtant là, face aux paysans, facile à identifier même :

L'Etat, et donc ses représentants. Coupable à tous les niveaux. Dans l'anecdotique comme dans l'essentiel. L'anecdotique ? Lorsqu'un Ministre peu inspiré (comprendre : Michel Barnier en attente de mutation) promet de sanctionner les acteurs économiques dont les marges seraient trop importantes. Dommage qu'il soit désormais parlementaire à Strasbourg, j'aurais adoré le voir dresser procès-verbal pour « trop bons résultats » et surtout découvrir sur quel point de

droit étayer pareil délit... Une escroquerie intellectuelle qui, *a posteriori*, terni la réputation d'un homme pourtant présenté comme différent de sa corporation. Ce qu'il n'est donc pas.

Mais la culpabilité de l'Etat est plus fondamentale, expliquant d'ailleurs les maladroites tentatives de diversion, crise après crise, à coup de commissions, groupes de travail ou observatoire. « **Complicité de distorsion de concurrence** » : ainsi pourrait se résumer la faute de l'Etat français. Pour une très large part en effet, les distorsions entre pays expliquent la moindre compétitivité des produits français (et donc l'approvisionnement hors frontière des centrales d'achat lorsque les écarts deviennent économiquement injustifiables). C'est le cas du lait actuellement (voir page suivante).

La distorsion entre pays est réelle et multi-forme

La distorsion est d'autant plus évidente qu'elle est multi-forme : sociale, environnementale ou fiscale. Un seul exemple : le coût du travail, ainsi que le rapportait récemment *Le Monde*. Les pêches et nectarines



Vient de paraître : **STORE CHART FRANCE 2009**

L'AFFICHE ET LE BOOK

Les deux outils de référence pour tout savoir de la distribution alimentaire (voir p 3)

espagnoles seront durablement plus compétitives que leurs cousines françaises tant qu'existera en Espagne un CDD journalier exonéré de charges. Autre avantage, outre-Rhin cette fois : l'absence de salaire minimum dans le secteur agricole et des heures supplémentaires qui ne sont comptabilisées qu'à partir de la... 60^e heure. De véritables atouts lorsque la main d'œuvre peut dépasser les 50% du coût de revient (pour les produits de cueillette). Les exemples sont nombreux et fondent d'évidence une situation d'inégalité entre pays. Pas nécessairement d'injustice d'ailleurs, car certaines de ces distorsions ont des fondements réels, notamment des niveaux de développement différents au moment où les pays ont intégré l'Union Européenne. Mais les faits sont là. Et lorsque le Ministre de l'Agriculture aurait à se révolter à Bruxelles en pointant ces distorsions, il péroré à Paris. Et désigne à la vindicte distributeurs et industriels qui ont comme seul tort de jouer avec des règles que ledit Ministre accepte sans mots dire. C'est «non assistance à paysans en danger». Et pour cause : leur poids électoral est aujourd'hui si faible...

Désigner un troisième larron est plus confortable pour tous

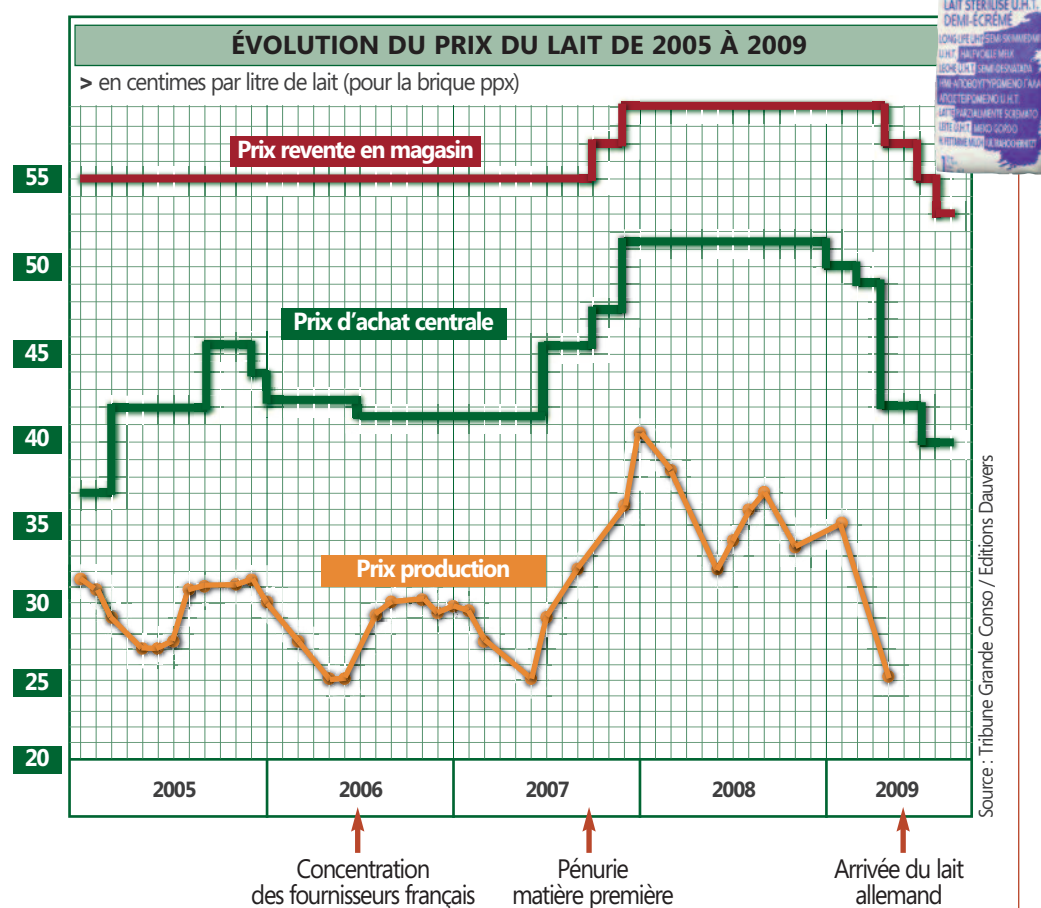
Les agriculteurs – et leurs représentants – seraient donc bien inspirés de reconsidérer leur stratégie. Le coupable est avant tout leur tutelle. Qui devrait donc être leur cible. Mais l'historique des relations entre puissance publique et syndicalisme agricole (et plus particulièrement la FNSEA) est tel que désigner un troisième larron est finalement plus confortable pour tous. C'est bien ainsi qu'il faut décrypter la précédente crise et... la prochaine. Car les mêmes causes produisent toujours les mêmes conséquences.

O. DAUVERS

EXCLUSIF

Prix du lait

L'exemple d'une centrale d'achat



L'étude de Tribune Grande Conso correspond à la situation réelle d'une importante centrale d'achat sur la brique de lait premier prix avec le prix de vente dans ses magasins (en rouge) et le prix d'achat auprès de son fournisseur (en vert). En orange figure le prix payé aux producteurs laitiers par l'un des fournisseurs majeurs de cette centrale d'achat.

Quels enseignements en tirer ?

D'abord que **le prix de la brique de lait évolue peu dans les magasins**. En tous les cas moins que le prix d'achat industriel et encore moins que le prix payé aux producteurs. Ce qui impose donc de juger la marge de la distribution dans une logique long terme.

Autre enseignement, à méditer en amont dans les filières : **l'organisation dans la mise en marché est toujours utile**. Depuis la concentration intervenue en 2006 avec la constitution du groupe Orlait par rapprochement de coopératives, il n'existe que trois acteurs de taille conséquente sur le marché : Orlait (environ 1,2 milliard de litres de premiers prix et MDD), Lactalis (probablement un peu plus d'un milliard) et Glac (environ 400 millions). Les autres intervenants plafonnent à moins de 50 millions de litres et ne perturbent pas le marché. Résultat : les fournisseurs ont repris un certain poids face à leurs clients. C'est ainsi que s'explique leur capacité à passer immédiatement les hausses (mi-2007) ou à tenir leur prix (2008, malgré la baisse à la production). Autrement dit : la concentration, ça paye !

Enfin, la baisse de 2009 (à la production, au stade industriel et en rayon) est **la conséquence de l'arrivée du lait allemand**, essentiellement via la coopérative Müh. A la production, l'écart de prix entre les laits français et allemand évolue entre 5 et 10 centimes au litre. Enorme. Un fort différentiel de coût de revient qui rend le lait allemand compétitif, malgré le transport, jusqu'à... Brest. Ce qui conduit les industriels français à suivre les prix à la baisse. Et donc, à court terme, à demander de nouveaux efforts à la production.